



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE valant REGLEMENT DE CONSULTATION

Numéro d'identification : 2026-21-SMB-AMENAGEMENT BOIS-POLE MER

PARTIE RESERVEE A L'ORGANE DE PUBLICATION

A <input checked="" type="checkbox"/> TRAVAUX CCAG concerné en vigueur	B <input type="checkbox"/> FOURNITURES CCAG concerné en vigueur	C <input type="checkbox"/> SERVICES CCAG concerné en vigueur	D <input type="checkbox"/> MOE CCAG concerné en vigueur
---	--	---	--

L'avis implique : un marché public publique

Identification du pouvoir adjudicateur : Département des Alpes-Maritimes
Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes
Activité principale : Services généraux des administrations publiques

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Département des Alpes-Maritimes.
Correspondant : M. le Président du Conseil départemental des Alpes Maritimes, Direction Générale adjointe pour les Services techniques – Direction de la Construction de l'Immobilier et du Patrimoine – Service de la Maintenance des Bâtiments - CADAM – 147 boulevard du Mercantour - Bâtiment Cheiron - Bureau 564 B.P. 3007 – 06201 Nice cedex 3 de 9h à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - téléphone:04.89.04.28 39
Adresse générale du pouvoir adjudicateur (URL) : <https://www.marches-securises.fr/>

Objet du marché : RELANCE - PORT DEPARTEMENTAL DE VILLEFRANCHE DARSE
AMENAGEMENT D'UN POLE MER : TRAVAUX d'EBENISTERIE ET DE MENUISERIE BOIS
La relance de ce marché fait suite à une déclaration sans suite pour redéfinition du besoin.

Lieu d'exécution et de livraison : Port Départemental de Villefranche DARSE – Aménagement d'un pole mer – 1 Chemin du Lazaret 06230 Villefranche sur mer

Possibilité d'une visite sur place : la visite est conseillée. Contact : M. Viale Jean-yves, jyviale@departement06.fr ; 06.99.80.36.20.f ou secrétariat du service tel.04.89.04.28.39
Durée du marché ou délai d'exécution : délai d'exécution global 2 mois, entre le 20 avril et le 19 juin 2026 à compter de la notification du marché
Type de procédure : Marché à procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique

Conditions d'obtention du dossier de consultation : Le dossier de consultation des entreprises est à télécharger par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Contenu du dossier de consultation :

- le présent avis d'appel public à la concurrence valant Règlement de la Consultation,
- l'Acte d'engagement
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le Bordereau de prix unitaires (BPU)
- le Devis Descriptif et Forfaitaire (DDED)
- l'engagement du soumissionnaire,
- Pièces graphiques : Trois vues en plan et un plan de coupe
- le cadre de Mémoire Technique,
- le formulaire DC1 et le formulaire DC2.

Conditions de remise des offres :
Les candidats transmettent leur offre exclusivement par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Unité monétaire utilisée : l'euro
Langue utilisée : Français

Date limite de réception des offres : 7 avril 2026, 15h00

Critère de sélection des candidatures :

Capacité financière : pas de minimum exigé

Capacités techniques : Liste des qualifications professionnelles exigés : Qualification dans le domaine d' **Ebénisterie**

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur public se réserve la possibilité de réclamer aux candidats dont les pièces ou informations relevant de la candidature, sont absentes ou incomplètes, de fournir les justificatifs manquants ou incomplets dans un délai approprié et identique pour tous, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Justificatifs candidature :

Le candidat doit fournir les documents suivants :

- liste des principaux travaux/réalisations exécutés avec photos obligatoires au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution
- Liste des qualifications professionnelles exigés : Qualification dans le domaine d' **Ebénisterie**

Justificatifs offre :

- la Décomposition du prix global et forfaitaire dûment remplie, datée et signée.
- le Bordereau de prix unitaires
- le Devis Descriptif et Forfaitaire
- le mémoire technique dûment rempli.
- l'engagement du soumissionnaire dûment daté et signé.

Il est porté à la connaissance des candidats que le pouvoir adjudicateur contractualisera le(s) mémoire(s) technique(s) fournis à l'appui de l'offre.

En cas d'absence de l'un quelconque de ces justificatifs, l'offre sera déclarée irrégulière et rejetée. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de faire application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Critères de jugement des offres :

1. le Prix (pondération :40%)
2. la valeur technique (pondération : 60%)

Le critère VALEUR TECHNIQUE de l'offre

Les éléments du mémoire technique qui servent au classement des offres en sous-critère de " valeur technique " sont :

Sous critère n°01 : (noté sur 35 points) : Les moyens humains et les matériels spécifiques mis en œuvre pour l'opération notamment les qualifications et expériences de l'équipe dédiée.

Une description des articles fabriqués sera fournie (qualité des assemblages, finitions...).

Des références illustrées (book, site internet...) permettant d'apprécier et de valoriser le type et la qualité des projets réalisés.

Sous critère n°02 : (noté sur 25 points) : Les modalités proposées pour respecter le délai d'exécution, organisation logistique pour la livraison et la pose, avec fourniture d'un planning prévisionnel détaillé.

La valeur technique de l'offre est valorisée sur 60 points. Elle est la somme des notes des sous-critères ci-dessus.

Ce critère valeur technique est jugé au vu du contenu mémoire technique remis par le candidat.

La note finale en valeur technique (VTO) est ensuite déterminée comme suit :

note VTO = 60 x (total des points du Mémoire technique du candidat / total des points du Mémoire Technique le mieux noté).

Les candidats n'ayant pas fourni de mémoire technique ne sont pas classés et leur offre déclarée irrégulière.

Le critère PRIX de l'offre

Le critère « Prix de l'Offre » est analysé en prenant en compte la somme des montants de la DPGF et du DDED.

Le classement est établi du moins disant au plus disant. Le moins disant se voit affecter le nombre maximal de points de 40. Les offres des autres candidats sont ensuite notées en fonction des écarts de prix constatés entre leurs offres et celle du moins disant.

Le mode de calcul appliqué est le suivant : Note Prix candidat A = (Prix de l'offre la moins-disante / Prix du candidat A) x 40.

Classement final des offres

La note finale des offres est calculée de la façon suivante :

Note finale du candidat = Note globale « Prix » + Note globale « Valeur technique ».

Le classement final des offres s'effectue selon l'ordre décroissant des notes.

Cautionnement et garanties exigés : sans objet

Modalité d'ouverture des offres : séance non publique

Autres informations : Les candidats sont informés par courrier des résultats de cette consultation.

Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les conditions de négociation sont les suivantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Le nombre maximal de candidats admis à négocier au regard du classement selon les critères de jugement du règlement de consultation est de 3.

Il adressera ensuite un courrier de négociation aux candidats en indiquant les modalités et la date limite.

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un classement.

Procédure de recours :

Tribunal administratif de Nice 18 Avenue des Fleurs - CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1

Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr - Téléphone : 04.89.97.86.00

Référé contractuel dès la signature du contrat en application de l'article R 551-7 du code de justice administrative ou recours de plein contentieux 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Date d'envoi à la publication : 24/03/2025